

Mathieu Duchâtel L'Europe n'est pas prête à l'éventualité d'une crise dans le détroit de Taïwan

Etats et entreprises européens doivent tirer les leçons de l'invasion russe en Ukraine et préparer une réponse coordonnée en cas d'offensive ou de blocus du détroit de Taïwan par la Chine, estime le directeur du programme Asie à l'Institut Montaigne

Que ferait l'Europe si la Chine déclenchait une crise militaire dans le détroit de Taïwan ? On peut douter qu'elle parvienne instantanément à une réponse collective aussi ambitieuse qu'au lendemain de l'invasion russe de l'Ukraine.

Pourtant, les Européens semblent aujourd'hui plus réalistes quant à la probabilité d'une nouvelle confrontation avec Taïwan. Les plus optimistes, qui il y a peu faisaient valoir l'argument classique du coût astronomique d'une telle aventure, ont compris qu'un tel scénario était désormais de l'ordre du possible. Ils ont pris la mesure de la supériorité du politique sur l'économique dans la Chine de Xi Jinping, et observé ses manœuvres d'encerclement de Taïwan en août 2022. Ils constatent son soutien tacite à l'invasion russe, motivé par une vision partagée de l'ordre international.

Hua Chunying, porte-parole de la diplomatie chinoise, ne qualifiait-elle pas récemment la Russie de « force progressiste » s'opposant aux politiques de puissance et à la pratique de l'intimidation ? Pour l'Europe, le risque géopolitique posé par la Chine ne doit pas se résumer au pire des scénarios. Beaucoup de déclarations américaines anxiogènes appellent à envisager une guerre dès 2023-2024 – pé-

riode des élections présidentielles à Taïwan – ou en 2027, lorsque l'armée chinoise sera prête.

Or ces prédictions ne reposent pas sur une connaissance suffisante des intentions du président chinois, Xi Jinping. Lorsque les Américains prédiront correctement l'invasion russe, ce fut sur le fondement d'interactions directes avec Vladimir Poutine, de l'observation de la disposition des troupes russes et, sans doute, d'interceptions de communications.

Il n'y a rien de comparable aujourd'hui qui permettrait d'alerter sur un calendrier d'unification par la force : 2024, 2027, il s'agit là de suppositions quant à la réaction de la Chine au jeu démocratique taïwanais, ou même d'une appréciation générale de la grande stratégie de Xi Jinping. On a vu renseignement plus solide.

En revanche, les scénarios coercitifs n'ont rien de fictionnel. Depuis 2019, l'aviation chinoise mène une politique de présence permanente dans la zone d'identification de défense aérienne de Taïwan et de franchissement régulier de la ligne médiane dans le détroit. Si ces manœuvres préparent une possible offensive, elles cherchent aussi à décourager la société taïwanaise et ses soutiens extérieurs.

Dans le même temps, les éléments de séduction dans la politique taïwanaise de Pékin sont passés au second plan. L'interdépendance est bien là. Les échanges commerciaux entre les deux rives allaient sans doute dépasser en 2022 le record de 188 milliards de dollars atteint en 2021. Mais la dynamique politique autour de l'intégration économique s'est éteinte. Le flux d'investissements taïwanais vers la Chine s'est réduit de moitié ces cinq dernières années. La part de la Chine dans le commerce extérieur taïwanais, certes élevée, diminue – de 25,2 % en 2021 à 22,7 % pour les dix premiers mois de 2022. Une vraie dynamique de diversification s'installe à Taïwan, qui regarde désormais davantage vers le Vietnam, l'Inde, les Etats-Unis et le Japon.

Recours à la coercition

C'est précisément parce que son attractivité est déclinante que la Chine pourrait amplifier son recours à la coercition, sous la forme d'actions soudaines « en zone grise », plus probables qu'une invasion – car, comme le disait récemment un expert chinois, « Taïwan est comme un verre de cristal : nous voulons le verre, pas les mille morceaux ».

Pour l'heure, les forces chinoises n'ont jamais franchi la limite des eaux territoriales ni de l'espace aérien de Taïwan. Ni la ligne médiane qui divise le détroit ni la zone d'identification de défense aérienne ne constituent une frontière. Bien sûr, vu de Pékin, le terme « frontière » est anathème. Mais la Chine respecte les douze milles nautiques autour des lignes de base tracées par le gouvernement



EN CAS DE CRISE, L'EUROPE SERA FACE À UNE ALTERNATIVE : SANCTIONS OU INACTION. AUCUNE DES DEUX OPTIONS NE SERAIT DÉNUÉE DE COÛT

taïwanais de manière souveraine. Autre scénario, un blocus de l'île par la Chine. Beaucoup d'observateurs sont sceptiques : le trafic des grands ports chinois de Shanghai, de Ningbo ou de Tianjin dépend de la libre navigation. Mais quelles seraient les conséquences d'un blocus qui ciblerait les approvisionnements taïwanais en énergie ? Une telle crise aurait d'ailleurs une dimension française immédiate, puisque TotalEnergies fournit à Taïwan du gaz australien.

La Chine de Xi Jinping a davantage de marge de manœuvre sur le terrain de la coercition que sur celui de la séduction. Contre l'Inde, le Japon, les Philippines ou le Vietnam, Xi Jinping a toujours fait le choix du risque calculé apportant des gains modestes mais tangibles. La Chine a également besoin de mieux estimer la réaction taïwanaise et internationale à un coup de force. C'est une leçon de

l'Ukraine : les erreurs d'appréciation sont coûteuses. D'où l'utilité d'une crise, qui révélerait la propension des uns et des autres à accepter une confrontation. Pari risqué, que Xi Jinping pourrait perdre mais qui, en l'absence de meilleures options, pourrait lui sembler rationnel.

La planification est cruciale

L'Union européenne a lancé récemment un exercice collectif de planification de scénarios. Il est important de s'employer à aplanir les différences entre pays européens vis-à-vis de Taïwan. En cas de crise, l'Europe sera face à une alternative : sanctions ou inaction. Si des sanctions mèneraient à des contre-sanctions chinoises, l'inaction ne serait pas non plus dénuée de coût. Toute paralysie, même temporaire, du trafic maritime dans le détroit aurait des conséquences directes sur les chaînes d'approvisionnement des semi-conducteurs et sur les marchés financiers.

C'est parce qu'il n'y a pas de voie sans coût que la planification est cruciale. Il est donc important que les Etats de l'UE impliquent dans leurs scénarios les entreprises les plus exposées au risque géopolitique posé par la Chine – une autre leçon tirée de la situation russo-ukrainienne immédiatement utile mais, cette fois-ci, pour les Européens. ■

Mathieu Duchâtel est politiste et directeur du programme Asie de l'Institut Montaigne

Christian Henriot L'université française reste hermétique à la Chine

Si elles comptent des spécialistes de la langue et de la littérature chinoise, les universités françaises ne font que peu de place aux études historiques, sociologiques, politiques ou anthropologiques de la Chine. Une grave erreur, prévient l'historien

Il y a un pays voué à la vengeance et à la justice, un pays qui ne déposera pas les armes, qui ne déposera pas l'esprit avant l'affrontement planétaire. Déjà 300 ans d'ère européenne s'effacent, déjà l'ère chinoise commence», écrit André Malraux en 1967 dans *Antimémoires*.

A l'heure où le Parti communiste chinois vient de clore son XX^e congrès, avec l'intronisation de Xi Jinping pour un troisième mandat marqué du sceau de « *Make China great again* », la prophétie de Malraux prend une acuité particulière. Que connaissons-nous de la Chine, en France, aujourd'hui ? Quelles sont nos forces pour étudier, analyser et comprendre les ressorts de ce pays aux dimensions uniques ? De quelle expertise disposons-nous dans l'université française ?

Il y a quarante ans, à l'aube des réformes impulsées par Deng Xiaoping, l'on pouvait encore considérer la Chine comme un « objet d'étude » laissé au soin d'un petit nombre de spécialistes – sinologues – de quelques institutions. Aujourd'hui, la Chine est une puissance politique, économique, militaire et scientifique dont l'action se déploie avec force, détermination et stratégie, à l'échelle planétaire. Face à cette présence multiforme, avons-nous développé nos capacités d'expertise ? Avons-nous nourri au sein de la société française une

connaissance plus large et mieux informée sur la Chine ? A l'évidence, non.

La question qui est posée ici est celle de la déficience grave de l'université française dans la création d'une expertise à la mesure du défi que représente la Chine. Notre degré d'expertise dépend en effet de la capacité à produire une recherche fondamentale, à l'université ou dans les organismes de recherche. L'expertise à visée opérationnelle, complémentaire et nécessaire, comme dans certains services ministériels ou cercles de réflexion, est aussi intrinsèquement liée à l'université.

Or, que constate-t-on ? Le nombre de postes de spécialistes de la Chine est resté globalement inchangé, toujours confinés dans quelques institutions spécialisées et au CNRS.

Parcours du combattant

L'université forme pourtant nombre de jeunes chercheurs, avec une production remarquable de thèses fondées sur de solides recherches de terrain et une expérience de première main du monde chinois. Qu'advient-il de ces jeunes chercheurs à l'issue de la thèse ? Pour beaucoup, c'est d'abord un parcours du combattant qui commence : ils se retrouvent ballottés de postes d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) en postdoc des

années durant, sans perspective d'emploi scientifique. Certains parviennent à décrocher un, à force de persévérance, parfois à un âge avancé, mais nombre d'entre eux renoncent ou font le choix de l'expatriation. La raison est simple : l'université n'offre aucun débouché aux spécialistes en sciences sociales de la Chine. C'est un immense gâchis, alors même que le besoin d'expertise et de formation des jeunes générations de Français sur la Chine est impérieux.

Comment en est-on arrivé là ? La responsabilité première incombe à une université qui reste hermétique à la Chine. Exception faite des départements de langue chinoise, en petit nombre et constitués principalement de

spécialistes de la langue et de la littérature, la Chine est absente des universités françaises. Combien d'historiens, de sociologues, de politologues, de géographes, de juristes et même d'anthropologues spécialistes de la Chine dans les départements de sciences sociales des universités ? Pour chacune des disciplines énumérées, le chiffre tient entre zéro et trois.

A l'université Aix-Marseille, le seul poste en histoire consacré à l'Asie est en jachère depuis quatre ans, et la faculté vient de décider de supprimer le poste de professeur en sciences sociales de la Chine contemporaine. Les universités françaises continuent de former des cohortes d'étudiants sans la moindre exposition aux enjeux que représente la Chine d'aujourd'hui.

Quelques institutions, toutes parisiennes, contribuent, et c'est heureux, au recrutement de spécialistes de la Chine, comme l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) ou l'Ecole pratique des hautes études (EPHE) ; mais leurs capacités conjointes de recrutement ne peuvent pas compenser l'absence de recrutement à l'université. Et, de fait, le nombre de postes dans ces institutions n'a pas varié dans les trente dernières années. Au Centre national de la recherche scientifique

(CNRS), le nombre de spécialistes de l'Asie s'est effondré depuis 2002. Imagine-t-on qu'en sociologie, en sciences politiques ou en économie, le CNRS ne compte qu'un seul chercheur sur la Chine en 2022 ?

L'université Harvard, qui compte à elle seule 48 spécialistes de la Chine (presque autant que l'INALCO, le CNRS, l'EHESS, et l'EPHE réunis), annonce, pour l'un de ses cours phares sur la Chine : « *There is nothing more important in the early twenty-first century than learning about China* » [« Il n'y a rien de plus important en ce début de XXI^e siècle que d'en apprendre plus sur la Chine »]. Ce n'est pas un effet d'affichage, c'est un engagement.

Léthargie intellectuelle profonde

Demandons-nous, à l'inverse, de quelle expertise la Chine dispose sur la France ? Combien d'étudiants chinois sont passés par nos universités et ont intégré longuement avec la société française ? Combien ont effectué leur doctorat en France sur des sujets français ? Des dizaines de milliers pour les premiers, des centaines pour les seconds. La plupart sont retournés en Chine et ont apporté à leur pays, en plus des experts patentés, un vivier extraordinaire de connaissances sur la France.

Combien d'étudiants français ont étudié en Chine ? Combien

ont fait des doctorats sur des sujets chinois, avec une double expertise linguistique et disciplinaire ?

La Chine représente l'un des défis les plus prégnants du temps présent. L'université française est encore prise dans une léthargie intellectuelle profonde, au moment où elle devrait recruter en nombre dans ses départements de sciences sociales des spécialistes de la Chine. A défaut de combler le fossé abyssal avec les universités américaines, il est impératif de se mettre au moins au diapason des grandes universités européennes en termes d'expertise sur la Chine.

Il est aussi urgent que le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche mobilise les moyens financiers, à l'image de l'Allemagne (qui investit 24 milliards d'euros), afin de doter la recherche française des postes et des ressources nécessaires pour assurer le développement d'une expertise forte et durable sur la Chine en France. ■

Christian Henriot est historien et enseigne à Aix-Marseille Université. Il est le président de la Fondation internationale des études chinoises



L'UNIVERSITÉ HARVARD ANNONCE : « IL N'Y A RIEN DE PLUS IMPORTANT QUE D'EN APPRENDRE PLUS SUR LA CHINE »